

Les crédits

Ils n'ont pas parlé de la protection de l'environnement, ni des risques courus, ni des nouvelles règles en vigueur au Canada. Ils n'ont pas abordé le problème de l'environnement comme on le fait ailleurs. Ils ont cru que personne n'y porterait attention. Des emplois étaient en jeu. Des investissements étaient en jeu. Certains font de gros investissements en machinerie, mais le gouvernement se contente de ne révéler qu'un côté de la médaille. Il y a beaucoup d'amertume dans les petites localités du pays quand éclatent des conflits environnementaux comme celui-ci. Il nous incombe de dire les choses comme elles sont, de veiller à ce que personne ne soit blessé, de faire comprendre aux gens que leur environnement est aussi important que celui des autres et que nous devons travailler ensemble.

• (1600)

Peu importe qu'il s'agisse d'une petite localité agricole—et, venant de Sudbury, je sais ce que c'est que de se faire dire des choses comme: «Si vous ne faites pas les choses de telle façon, c'est dommage pour l'environnement, mais vous allez tous perdre vos emplois.»

Nous n'avons pas le droit de remettre en question la carrière des gens, le bien-être de leur famille ou la sécurité de leurs investissements parce qu'ils ont peur de tout perdre si un certain projet n'est pas réalisé. C'est à nous, dans le secteur public, d'établir des normes selon lesquelles l'environnement et les collectivités sont également protégés. Nous ne pouvons pas utiliser la peur. Nous ne pouvons pas nous cacher dans un petit coin du pays en pensant que le projet est si petit que personne ne le saura. Nous avons le devoir, en vertu de la réglementation et des lois fédérales, de nous assurer que toutes les régions du pays sont protégées, à toutes les étapes du processus.

Je conclus en rappelant à la Chambre à quel point cette parodie est grave. Combien de fois avons-nous demandé au gouvernement s'il était bien certain que l'entente avec le gouvernement provincial de Saskatchewan serait respectée, s'il était bien certain que nous pouvions dormir tranquilles et que l'environnement serait protégé dans cette région?

L'un après l'autre, tous les ministres—et Dieu sait que nous avons eu plusieurs ministres de l'Environnement pour tenter d'aider les promoteurs du projet, là-bas—nous ont dit de ne pas nous inquiéter, que nous entrete-

nions toutes sortes de craintes non fondées. Nous découvrons finalement qu'encore une fois, nos craintes n'étaient rien à côté des dommages faits à l'environnement dans le cadre de ce projet.

M. Len Gustafson (secrétaire parlementaire du premier ministre): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir parler de ce sujet qui a reçu tant d'attention.

Je représente la circonscription où le barrage Rafferty-Alameda sera construit et j'ai le privilège de la représenter depuis onze ans. Je tiens à rétablir certains faits à l'intention des Canadiens, mais surtout des députés de l'opposition. Malheureusement, je constate qu'ils partent. Je crois que dans toute cette affaire, il faut penser en termes de développement durable pour le Canada et de lignes directrices pour l'avenir.

La région que je représente, celle où sera construit le barrage Rafferty-Alameda, est très sèche. J'ai justement présidé le groupe d'étude sur la sécheresse formé pendant la pire des sécheresses à frapper le Canada, à l'exception peut-être de celle des années 1930. Il existe une zone semi-aride dans l'ouest du Canada, plus particulièrement dans le sud de la Saskatchewan. S'il y a un endroit sur la planète qui a besoin d'eau, c'est bien le sud de la Saskatchewan. Nous recevons environ 12 pouces de pluie par année et environ 5 ou 6 les années de sécheresse.

Les barrages construits en Saskatchewan suscitent toujours d'importants débats. Tout d'abord, lorsque le barrage Gardner a été construit, il y a eu des opposants. Il y a aussi eu un mouvement contre la construction du barrage Diefenbaker. Ces barrages ont pourtant prouvé qu'ils étaient très bénéfiques pour la Saskatchewan—demandez à ceux qui vivent à proximité.

Quant au barrage Rafferty-Alameda, Alvin Hamilton me dit qu'il fait l'objet d'études depuis le début du siècle. Ce barrage a suscité plus que sa part d'études.

Le député de Winnipeg a mentionné une région du Manitoba. Je tiens à faire remarquer que lorsque notre ministre, M. de Cotret, est finalement venu visiter le site—et je le félicite de l'avoir fait—beaucoup de villes et de villages du Manitoba étaient représentés. Il n'y avait pas une municipalité, pas une seule ville et pas un village de la région, en Saskatchewan, qui n'était pas représenté. Des gens de toutes les affiliations politiques appuient la construction du barrage Rafferty-Alameda. L'ancien député provincial néo-démocrate l'appuyait, tout comme